



anarchisme et non-violence

numéro 5

JUILLET 1966



- marche silencieuse, 2
- commandos non violents, 7
- sur l'action directe non violente, 8
- joan baez, 14
- pourquoi la guerre est-elle possible, 17
- informations objectives, 19
- une analyse de situation : la base de missiles de haute provence, 20
- correspondants locaux, 36
- quelques données fondamentales

SOMMAIRE

Il nous paraît utile de signaler
chaque expérience
qui se fait selon la méthode non violente
(ou y approchant),
de l'analyser même brièvement,
de la critiquer,
avec le souci d'être constructif
pour améliorer ainsi cet instrument.



La manifestation du M.C.A.A. du 24 avril (pour la paix au Viet-nam et contre les essais nucléaires en Polynésie) nous amène à dégager la distinction entre « marche silencieuse » et « marche non violente », et cela non pas tant par souci de préciser notre langage que d'éclairer les implications de l'une et de l'autre et, surtout, mettre l'accent sur les risques et insuffisances de la marche silencieuse.

Cette dernière, évidemment, engage moins profondément les participants. Mais du fait, justement, qu'aucune consigne particulière n'est prévue en cas de provocation de contre-manifestants ou de brutalités policières, chaque manifestant est amené à réagir spontanément, ce qui risque de provoquer une débandade très préjudiciable à notre action. La dispersion pour certains, l'engagement dans l'action bruyante et violente pour d'autres, voilà comment risque de se terminer une marche aussi mal préparée que celle du 24 avril. Il faut absolument, pour l'avenir, choisir entre plusieurs solutions et prévenir avant la marche tous les participants de façon qu'ils réagissent avec unité et, surtout, qu'ils s'engagent dans une action dont ils auront accepté les consignes.

1^o Consigne de dispersion lorsqu'une force hostile à la marche silencieuse intervient.

— Avantages : participation de ceux qui ne manifestent qu'à condition de ne courir aucun risque.

— Inconvénients : découragement d'une grande partie des marcheurs qui acceptent difficilement la fuite devant le danger. De plus, la dispersion discrédite l'action aux yeux du public par son côté négatif.

2^o Recherche d'un comportement non violent : lorsqu'une force hostile à la marche intervient, s'asseoir et respecter les mêmes consignes que pour les manifestations non violentes (voir « Anarchisme et Non-Violence », n^o 4).

— Avantages : sentiment de solidarité ressenti par les manifestants, prise de conscience plus grande de la part du public qui « participe » et « réfléchit » ; les articles de presse relatant les faits seront plus nombreux et occuperont une place importante alors qu'avec une marche courante on relève quelques lignes dans un nombre restreint de quotidiens.

— Inconvénients : risque de limiter la marche à une participation de jeunes encore qu'avec une bonne préparation et une propagande importante avant la marche ce risque n'est pas certain.

3^o Consignes mixtes : au début de la marche, regrouper à un endroit précis, d'où ils pourront se disperser, les participants ne voulant pas s'asseoir. Les autres marcheurs, qui acceptent de se comporter non violemment, seront également regroupés, ce qui évitera le désordre lors d'une éventuelle intervention policière.

Cette solution a l'avantage de permettre aux hésitants de venir et la valeur de l'exemple peut les amener, à l'avenir, à accepter cette forme d'action.

Il semble que cette marche ait été organisée en comité restreint et sans la participation suffisante des différents groupes du M.C.A.A., ni l'apport d'autres organisations extérieures (ainsi n'avait pas été abordée la possibilité pour d'autres organisations de se joindre avec leurs propres banderoles et slogans). Une entente préalable éviterait certains conflits internes à la marche. Quoique des contacts aient été pris, cela a été fait insuffisamment. En particulier, il n'y a pas eu de consignes précises écrites lors des lettres de contact avec les autres organisations. Il semble indispensable, lorsqu'un mouvement en invite d'autres pour participer à une action dont il met lui-même la forme au point, qu'il leur précise les modalités de déroulement et particulièrement le caractère silencieux dans le cas du M.C.A.A., ce qui évite à certains de se déranger et permet à d'autres de venir.

Mais à notre sens, une marche de la paix devrait être préparée et organisée par tous les mouvements pacifistes intéressés. Les slogans utilisés au cours de la dernière marche sont acceptés par la plupart des organisations qui luttent pour la paix ; il semble donc utile que ces mouvements se retrouvent, ne serait-ce qu'une fois par an, pour exprimer lors d'une action commune les idées qui les rapprochent. Chacune de ces organisations, qui ont leurs objectifs propres, peut les exprimer au cours d'actions spécifiques comme l'a fait le M.C.A.A. lorsque les Chinois ont fait exploser leur bombe (voilà d'ailleurs un exemple de manifestation non violente réussie, compte tenu d'une préparation hâtive ; il est très intéressant de constater que lorsqu'un mouvement a rodé une forme d'action, même si l'organisation est défectueuse, une grande partie des participants se comporte spontanément d'une manière satisfaisante. Il est à noter également que le fait de marcher en file indienne amène plus de recueillement, moins de bavardage ; un point intéressant à retenir pour l'avenir : la police intervenant environ vingt minutes après le départ du cortège, en se dispersant tous les quarts d'heure, on peut manifester, à quelques minutes d'intervalle, à plusieurs endroits, d'où plus grande prise sur l'opinion). Mais revenons à la marche :

au départ, on donna des consignes par haut-parleur :

— Etre digne et silencieux (cela provoque une impression de force sur les spectateurs, attire l'attention, fait croître la curiosité, sans pour autant engendrer de réflexes négatifs, car défensifs, comme en face de cris et d'agitation et permet un meilleur autocontrôle).

— Eviter les tenues fantaisistes ; il était bien tard pour se changer à ce moment-là (cela pour que le spectateur puisse s'identifier au marcheur et non pas se désolidariser. Toute attitude, tout costume qui le choque est un frein à l'acceptation de l'idée que l'on essaye de faire passer. Néanmoins, ce problème qui est lié à celui des beatniks est trop complexe pour que nous l'abordions dans le cadre de cet article).

— Marcher par trois avec un espacement régulier (pour donner l'impression du nombre et de l'ordre ; il est également plus facile de réagir dans l'ordre que dans la confusion).

— Bien porter les banderoles pour la lisibilité.

Si ces consignes peuvent paraître évidentes à certains, nous pensons que des explications orales brèves aideraient les néophytes à en comprendre l'utilité et auraient plus d'efficacité que des ordres. De courts tracts explicatifs distribués avant la mise en place du cortège seraient également utiles.

Pour le service d'ordre, il a été recruté... au départ et... au hasard parmi les présents, sans que ces derniers soient spécialement connus, ce qui manque absolument de sérieux. Certains volontaires du service d'ordre se sont comportés au cours de la marche plus mal que la plupart des manifestants !

Il nous paraît que c'est dans les groupes et organisations amis que les cadres de la manifestation doivent être recrutés et qu'ils doivent s'imprégner de l'esprit d'une telle manifestation par la discussion préalable des différentes consignes. Le rôle de ce service d'ordre est de donner l'exemple pour « conditionner » l'ensemble des marcheurs qui peuvent ainsi se mettre dans le coup par simple réflexe d'imitation.

Il importe également de mieux prévoir les rôles des distributeurs de tracts et vendeurs de journaux. Savoir si ces vendeurs peuvent écouler leur marchandise pendant la manifestation et à l'intérieur de celle-ci comme cela s'est fait.

Ainsi toutes les conditions requises n'étaient pas absolument réunies : on marchait par trois, mais aussi par quatre, par cinq, par... un. Quant au silence, il n'était pas religieux. Nous avons eu de la musique et des chansonnettes. Mais que faire pendant ces heures de marche plutôt mornes ? Lancer des quolibets aux flics : « Moi ce que j'aime, c'est la soupe au poulet ! » De même après la pluie, il pouvait paraître amusant d'enrouler une banderole autour d'un poteau ou de se coiffer d'un cageot et faire le pitre. Il faut dire que l'on s'ennuyait ferme. Bien sûr, on témoignait pour la paix au Viet-nam et contre la bombe, mais marcher, marcher, en silence... et sous la pluie, cela n'est pas très passionnant.

Aussi « des » anarchistes ont cru bon de scander : « A bas l'armée ! Guerre à la guerre ! » au beau milieu d'un marché. L'endroit était bien choisi, le cri juste : il aurait pu figurer sur les banderoles, mais lire demande un effort, alors que le cri est subi, donc à première vue plus efficace. Cependant, nous pensons que cette intervention est objectivement de la provocation.

Que lors des traditionnelles manifestations bruyantes (amies ou non), on réagisse ainsi, cela se comprend, mais qu'une demi-douzaine de personnes, arrivées de la dernière heure, profitent d'une organisation qui est absolument ouverte à tous les militants de « gauche », qui a en général la sympathie des anarchistes, et que l'on se serve d'un tel mouvement pour l'orienter (ou le désorienter) en cours d'action, cela est parfaitement inacceptable. Si les spectateurs ont été frappés par les cris, positivement ou négativement, les marcheurs, même favorables à de telles idées, voient là une source de désordre :

« ce sont « les » anarchistes », avons-nous entendu, c'est-à-dire des semeurs de désordre, des irresponsables. Ce semblant d'efficacité fait long feu et ne satisfait que des activistes en mal de Révolution.

Que la marche ait été ennuyeuse, on le leur accorde, mais que la majorité des marcheurs aient voulu à ce moment se détourner de la méthode convenue au départ, nous ne le pensons pas. Sinon qu'attendent ces camarades pour les regrouper, les organiser et manifester différemment ? Qu'il faille *aller plus loin dans l'engagement*, dans l'attitude, nous pensons que là est la solution, mais nous attendons que la manifestation soit terminée pour en parler et tenter de regrouper des forces pour des actions plus engagées.

Nous voulons attirer l'attention sur les risques de débordements de l'intérieur et de provocation de l'extérieur. Nous voulons essayer d'envisager, de prévoir les réflexes à adopter pour y parer, par exemple en isolant, en entourant ces perturbateurs. Ainsi nous faisons ici appel à l'imagination des uns et à l'expérience des autres.

Mais de la même manière, nous réprouvons également le fait que le M.C.A.A. ait accepté de ne pas traverser le bois de Boulogne selon l'interdit de la préfecture. La manifestation était autorisée : la préfecture de police avait donné son accord. Seulement, la veille, elle se reprit et interdit la traversée du bois de Boulogne sous prétexte du passage d'un ministre. Se pîler ainsi n'est pas un signe de force, ni de courage, même pas de prudence. Il eût fallu tenter un minimum d'action, quitte à séparer la marche en deux tronçons : une minorité (ou une majorité) bravant l'interdit en utilisant la méthode non violente, les autres continuant ou se dispersant. En bref, nous demandons plus de préparation dans l'organisation pour un engagement plus profond dans l'action.

En conclusion, nous pensons que de telles manifestations doivent permettre aux marcheurs de satisfaire leurs instincts agressifs, de canaliser leurs tendances combatives, de se créer ainsi *un comportement nouveau*, sans pour cela s'amollir et se déviriliser, sans pour cela se démobiliser. Marcher silencieusement, non violemment, ne doit pas engendrer la passivité, paralyser les forces d'initiative et d'action, conduire à l'inconsistance ; au contraire, une force non autoritaire et positive doit s'exprimer...

Une masse dont l'esprit n'est pas sollicité fortement, qui n'a pas de centre d'intérêt particulier, qui n'est pas *dramatisée*, cherchera inévitablement la *distraktion* ou, si elle éprouve un réel besoin de faire quelque chose, d'être efficace, elle sera violente.

Groupe parisien.

COMMANDOS

NON VIOLENTS

Pour dénoncer la « future » explosion française en Polynésie se déroulait le 12 juin à Marseille une manifestation rompant avec les traditionnelles marches. Si ces marches obtiennent une participation suffisante, elles laissent à désirer tant sur la tenue que sur l'efficacité. En particulier les consignes de non-violence y sont peu observées.

Il s'agissait de ne pas recommencer l'expérience faite lors de la marche Cannes-Nice (14 avril) où la police prévenue était au rendez-vous et avait désorganisé les marcheurs au point de départ.

Il fut décidé que chacun s'engagerait en son nom propre ; pas de groupes organisateurs, pas de mouvements, quelques individus. Deux adresses de porte-parole, pour servir de liaison, inscrites sur les tracts.

La recherche des participants se fit de bouche à oreille et par l'envoi d'un tract à des personnes sûres expliquant le caractère de la démonstration. En plus la mention : « Envisager l'éventualité d'une arrestation de quelques heures au commissariat. Se laisser sans concession traîner et jeter dans les cars. » Ce qui garantissait le sérieux de l'affaire.

Une soixantaine de personnes

répondirent à l'appel ; elles furent réparties en huit groupes. Chaque groupe comprenait :

- 1 porte-parole,
- 1 personne connaissant la ville pour diriger les manifestants,
- 1 distributeur de tracts,
- 1 accompagnateur en relation avec un téléphone central, et les manifestants porteurs de chasubles avec des slogans et photos.

A partir de 15 heures les groupes se dispersèrent dans les quartiers les plus peuplés et les plages alors noires de monde.

A 18 heures les groupes non arrêtés devaient se retrouver sur la Canebière et la parcourir. Ce qui fut fait par trois fois avant l'arrestation classique :

Chacun se faisant traîner et jeter dans les cars.

Il est à noter que ce genre de manifestation semble plus adaptée à la structure d'une grande ville que la marche classique : « Jamais aussi peu de monde n'en avait tant touché. »

De par la mobilité extrême des groupes la police a été assez désorientée ; il semble qu'elle se soit lancée à la poursuite de plusieurs groupes simultanément.

Une réunion critique devait réunir les participants pour tirer une leçon de cette action.

SUR L'ACTION DIRECTE NON VIOLENTE

Dans un des derniers numéros d'« Action Directe » (Hanovre), Botho Priebe publiait un long article sur l'objet et la méthode de l'action directe dans les mouvements pacifistes, article appuyé par de nombreux exemples. J'ai essayé ici d'exposer ses idées principales, dans une libre adaptation, et de voir dans quelle mesure nous pouvons les accepter et en tirer un enseignement.

Le concept d'action directe et la méthode qu'il recouvre sont nés du mouvement syndical, comme moyen de revendication ouvrière. Des pacifistes (1) peuvent-ils les employer sans autres ? En effet, les moyens sont étroitement liés aux fins qu'ils expriment, et s'ils ont servi à aviver la lutte des classes violente, ils ne pourront pas servir tels quels d'instruments de paix. Pour renouveler l'emploi de l'action directe dans les mouvements pacifistes, la non-violence est une prémisses essentielle, sans même que l'on s'attache à décrire ses fondements théoriques, son primat moral sur la violence.

En effet, pour résoudre un conflit, pour que la solution soit durable et équitable, il faut qu'elle soit avant tout conforme au bon droit et à la justice, et non favorable particulièrement à tels intérêts subjectifs, à tel parti. Il ne s'agit donc pas d'user du moyen qui réussira le mieux à servir une cause ou l'autre en lui faisant obtenir le succès, mais de celui qui s'en tiendra à la justice et entraînera le succès comme conséquence du bon emploi de la méthode. Autant la fin visée détermine le moyen, autant celui-ci permet d'atteindre la fin voulue, et celle-là seulement.

Or la non-violence remplit cette exigence. Selon Botho Priebe, elle est en effet liée dans son emploi à une morale qui permet d'avoir une vue objective du problème et de régler

loyalement le déroulement des événements ; elle n'est aucunement une tactique qui se laisse manipuler à volonté, façonner à l'image du but qu'on lui fait poursuivre. Rappelons-nous que la non-violence (2) est la technique du SATY AGRAHA, de la recherche de la vérité, puisque, aussi bien, elle est conforme à la vérité.

Il ne suffit pas que la non-violence soit adéquate au but cherché, encore faut-il qu'elle soit comprise comme telle. C'est en elle-même que se trouve la solution : la non-violence éveille, chez l'individu et dans le groupe, une **force morale latente**. L'injustice, le scandale suscitent généralement des réactions emportées, violentes ; sublimer la force de ces réactions et la canaliser est le problème propre d'actions non violentes de grande envergure. La non-violence comme réponse à l'asservissement, à l'exploitation, au totalitarisme n'est presque jamais spontanée, sauf chez des individus exceptionnels : la majorité des gens touchés se mettra à jeter des pierres, arracher des drapeaux et bouter le feu, ou bien murmurer en courbant la tête. C'est alors qu'intervient le rôle du chef, selon Botho Priebe, avec le poids de son exemple, de sa valeur morale, de son expérience. A l'ignorance, au fatalisme des gens face à la non-violence s'ajoute leur impuissance de venir à bout autrement que par la violence de la tension qu'a révélée la crise, par manque de formation, par manque de pratique de l'alternative non violente. Pour le choix de cette dernière, l'engagement du chef, sa personnalité et son prestige ont été décisifs dans les grands exemples d'actions non violentes contemporaines : Albert Luthuli en Afrique du Sud, Martin Luther King aux Etats-Unis, T. Kagaba aux Japon, le mahatma Gandhi en Inde. C'est au chef de juger si les circonstances garantissent que la non-violence ne sera pas utilisée par impuissance, par incapacité de mener des actions violentes efficaces, si elle est choisie comme moyen prioritaire et propre à mobiliser les forces morales latentes, ou s'il est prématuré de l'utiliser.

La force morale des masses est libérée non seulement par l'emprise des chefs, l'exemple du sacrifice et du courage d'amis, mais encore par **l'expérience propre de la non-violence dans l'action**. C'est lors d'actions concrètes que se révèlent l'esprit et la structure tant du régime politique que de l'opposition, c'est lorsqu'ils sont contestés de façon non violente que les gouvernements mettent au grand jour leurs contradictions en répondant par la violence, par des mesures

brutales, policières et militaires ; et ce sont ces affrontements qui font prendre conscience aux manifestants de leur bon droit, et de la force de la non-violence. Cela ne signifie pas que le sang ne sera pas versé : rappelons-nous les douze mille manifestants contre la ségrégation raciale d'Afrique du Sud, à Sharpville en 1960, sur qui la police tira ; rappelons-nous les foules d'Amritsar (Inde) en 1919, protestant contre l'arrestation de Gandhi, qui sacrifièrent quatre cents d'entre eux à la rigueur de l'armée colonialiste ; mais rappelons-nous aussi les Noirs américains, à Birmingham en 1963, sur qui la police lâcha les chiens, non le feu des fusils.

Ces exemples ne peuvent pas se répéter dans notre situation propre. Ils ont quatre points en commun :

- leur base d'action est constituée par des millions d'hommes ;
- les circonstances dans lesquelles l'action est menée sont considérées comme injustes par la plupart des pays du monde ;
- les injustices sont reconnues dans le pays par la plupart des gens ;
- cette prise de conscience les a préparés à l'action.

Il est bien évident que ni en Allemagne ni en France de telles conditions ne sont remplies, et qu'il nous faut trouver une nouvelle stratégie. Actuellement, les motifs d'actions non violentes ne sont par toujours la servitude et la dictature, ils peuvent être aussi la misère sociale, les vices dans l'organisation de la société, et rendent ainsi nécessaire une nouvelle forme d'action.

Les organisations pacifistes principales usent de moyens traditionnels : Botho Priebe analyse celles qui existent en Allemagne pour en tirer les lignes générales qui suivent.

Le premier point commun qu'on peut leur trouver est leur idéologie fondamentale, recherche de buts élevés : paix mondiale, zone désatomisée en Europe centrale, détente internationale, désarmement général (cf. en France opposition à la force de frappe, etc.). Les moyens par lesquels ces exigences se traduisent sont, à quelques exceptions près, conventionnels et désuets, ne correspondent pas aux rapports de forces. Il leur manque une qualité décisive : la prise de conscience par la population des injustices que révèle une manifestation. Les tracts ? si on les lit on ne les comprend pas, ou on les jette tout de suite. Les conférences ? elles sont devenues des réunions internes d'organisation. Les pétitions ? ce sont éternellement les mêmes cercles qui les signent et les soutiennent. Ce n'est que dans une crise qu'un tract peut bouter le feu à des milliers de gens, qu'une démonstration peut en faire asseoir des centaines de mille. Mais, dans la situation actuelle, les organisateurs négligent

de prendre en considération le rapport du nombre des manifestants aux dimensions du but poursuivi. A quel rime un « sit-down » de deux cents personnes dans une rue calme pour réclamer le désarmement général ?

Seule l'action directe non violente peut dépasser cette disproportion, supprimer cette distorsion. Directe : cela signifie qu'on fournit un effort immédiat pour transformer les rapports de force existants. Si la méthode est fixée d'avance, déterminée par les conditions du milieu, le but en revanche peut être choisi et délimité selon les possibilités d'action. La stratégie de l'action directe exige donc que l'on oriente le but par rapport aux données existantes, au lieu de le choisir sans s'inquiéter de la façon dont il sera atteint. Nous sommes foncièrement défenseurs de la paix, d'un nouvel ordre social, nous sommes profondément révolutionnaires, mais nous limitons notre action à ce que nous pensons réalisable, aux domaines où nos forces seront efficaces. Cela implique aussi que les actions que nous menons, si restreintes soient-elles, s'englobent dans un cadre général de pensée, une idéologie générale qui nous guide.



Il y a deux conditions à la réussite d'une action directe non violente : un nombre suffisant de participants, et leur conscience d'être concernés. Dans le domaine social, par exemple, on fait bien des conférences et des discussions, mais on ne résout rien. Botho Priebe cherche au contraire à faire des propositions concrètes et élit deux formes d'action directe non violente (dont la seconde a été privilégiée par André Bernard dans l'article cité) :

— l'action sociale volontaire

Trois exemples de travail possible : dans des réalisations qui ont une grande importance pour la communauté, mais dont l'Etat ne s'occupe pas (Factory of Peace de Glasgow, Clinique de soins biologiques en Forêt-Noire, où travaillent quelques objecteurs de conscience) ; dans des cas de misère sociale, où l'aide de l'Etat, si toutefois elle existe, a fondu à travers les appareils bureaucratiques (slums, taudis) ; dans des hôpitaux ou des maisons pour enfants ou vieillards incurables, négligés aussi par l'Etat. Dans ces trois exemples (qui ne sont pas limitatifs), une action directe non violente peut apporter un matériau nouveau à la réalisation des idéologies, à la construction du nouvel ordre social que souhaitent ses tenants.

— l'action directe dénonciatrice de tensions, d'injustices

Ici c'est la démonstration qui compte, l'écho qu'elle reçoit, la prise de conscience qu'elle provoque. On peut donner comme exemples extrêmes les bonzes sud-vietnamiens ou les pacifistes américains qui

meurent dans les flammes pour qu'on les vole du plus loin possible. D'autres formes d'action seraient par exemple le sit-down des marcheurs de Pâques allemands sur l'aérodrome de Düsseldorf quand on empêchait leurs camarades anglais de marcher avec eux ; ou l'objection de situation de certains soldats suisses qui refusent leurs cours de répétition annuels jusqu'à ce que les objecteurs de conscience aient un statut, sans que les premiers soient autrement non violents ; ou certaines manifestations silencieuses, qui sont cependant à la limite de l'action indirecte.



L'étude s'arrête ici. Pour sérieuse et enrichissante qu'elle soit, n'a-t-elle pas quelque peu escamoté les problèmes qui se posent à ceux qui mènent des actions directes non violentes ?

A l'intérieur même de cet article, je m'arrêterai d'abord au rôle du chef. On ne peut pas douter de l'influence morale d'hommes courageux et dynamiques qui entraînent les autres à l'action ; mais tout n'est pas là. Jusqu'où font-ils autorité, jusqu'où doivent-ils être écoutés et suivis ? la seule réponse serait qu'une non-violence authentique est antiautoritaire, que l'influence est celle de la vérité même, qu'il ne peut par conséquent y avoir usurpation.

La seconde question se soulève à l'exposé des exemples d'actions. Botho Priebe présente des choix certes réalistes, mais qui courent le risque de n'être qu'à court terme. En effet, si nous voulons améliorer la condition sociale de nos voisins, et la nôtre, nous savons aussi que cette amélioration est précaire tant que la société ne s'est pas transformée tout entière, tant qu'il subsiste dans ses structures les germes d'une pourriture et d'une destruction certaines. Faire vivre un enfant idiot, donner une nourriture convenable à une famille nombreuse, reloger des chômeurs, ce n'est un bien que si on considère la vie — la survivance — humaine comme une valeur absolue, supérieure au bien-être du groupe. « A nous de choisir, dit Simone de Beauvoir, s'il faut tuer un homme pour en sauver dix, ou en laisser mourir dix pour en sauver un. » A ce stade-là, la violence est partout, c'est entre divers maux — mais aussi divers espoirs — que se fait le choix.

Cette réflexion portait sur le premier type d'action proposé ; le second pose le problème des limites de la non-violence.

Pour dénoncer une injustice, un crime, un mensonge, plusieurs moyens sont offerts ; mais comme leur but est non pas d'apporter la vérité mais de montrer le mal, lesquels sont les plus logiques : ceux qui prennent le parti de la victime, souffrant avec elle, ou ceux qui aggravent l'injustice jusqu'à la rendre insupportable et, par-là, patente ? Que faut-il choisir (s'il faut choisir d'ailleurs) : le suicide

JOAN BAEZ

Un humanisme nouveau s'est fait jour un peu partout au sein de la chanson, empreint de non-conformisme, de révolte, de conscience.

Ils n'ont pas découvert un langage nouveau, mais créé une manière d'être. Au sein de la machine sociale à uniformiser les êtres et à niveler les consciences, ils élèvent leur voix, ils sont une source vive, leur chant est un cri de révolte.

Qui sont-ils ?...

Les plus connus d'entre eux ont pour noms Pette Seger, Bob Dylan, Joan Baez, Woodie Guthrie, Peter, Paul and Mary, Barry McGuire. Ceux-ci s'insurgent contre l'agression américaine au Viet-nam, contre le racisme, contre la misère. Mais ils ne sont pas le reflet d'un terroir ou d'une situation, puisqu'ils ont pour homologues, et pour ne citer que ceux-là : Raimón en Espagne et Wolf Bierman en Allemagne de l'Est.

Récemment, Joan Baez, chanteuse de folk-songs, est venue chanter à Paris ; ce qu'il y a de particulier en elle, c'est qu'elle prolonge son métier d'artiste par une prise de position non violente, puisqu'elle a fondé, avec un vieil ami, Ira Sandperl, un institut d'études non violentes en Californie.

Lors de son passage à Paris, s'est tenu un colloque, organisé par des étudiants parisiens, qui a réuni une nombreuse assistance et au cours duquel de nombreuses questions lui ont été posées, principalement sur la non-violence. En voici l'essentiel :

En exerçant quelques phrases d'Ira Sandperl, directeur de l'Institut d'études non violentes :

« Tout doit être fait en ce monde de violence, tant contre la violence capitaliste que communiste, en un mot, contre la violence politique et économique. Pour cela, nous devons nous engager fermement dans la non-violence, car il ne doit plus y avoir de noble cause qui justifie le meurtre de quelqu'un où que ce soit. »

Puis, le dialogue s'instaura entre Joan Baez et les participants :

Est-il vrai que vous avez refusé de payer à l'Etat la part des impôts militaires ? Oui, cet impôt consistait en 60 % de l'impôt global ● **Quelle a été la réaction du gouvernement américain ?** Le gouvernement américain se réserve le droit de confisquer l'argent ou les biens en compensation ; ce qui fut fait dans mon cas.

Intervention d'Ira Sandperl :

« Nous sommes ici pour dire que personne n'a le droit de faire des actes violents. Il y a des solutions plus humaines qu'utiliser une telle méthode. »

Le Viet-cong, d'après vous, face à l'agression américaine, doit-il réagir violemment ou non violemment ? Le Viet-cong réagit, et les réflexes ne se contrôlant pas, la prise de conscience non violente doit s'effectuer au sein même de l'opinion américaine, car c'est aux Américains d'arrêter de faire tomber des bombes ● **La violence se manifeste par des actes, ne s'exprime-t-elle pas parfois par des situations ? Par exemple, la situation actuelle des Noirs en Rhodésie n'est-elle pas violente ? Comment doivent-ils faire pour s'en sortir ?** Toutes les situations peuvent être violentes, il peut y avoir violence autrement que par les actes. Par exemple, le potentiel de violence de cette salle est immense. Il y a de nombreux types de violences, la violence n'est pas seulement l'éclat d'une bombe ● **Il paraît que vous avez fondé une école non violente. Qu'y enseigne-t-on ?** On y apprend davantage à réfléchir qu'à réagir. Si j'insiste sur la réflexion, c'est parce qu'il n'y a pas de recette toute faite, et qu'il faudra s'adapter à chaque situation ● **Que faites-vous si quelqu'un vous met un pistolet sous les yeux ?** Personne ne peut savoir comment il réagira, moi la première. Je peux néanmoins vous donner un exemple :

Un jour un de mes amis, non violent, a été attaqué. Son agresseur lui a demandé de l'argent. Mon ami lui a répondu qu'il voulait bien partager son argent. L'autre insista en disant qu'il en exigeait la totalité. Le non-violent lui dit alors : « Tu as les traits d'un homme qui souffre de la faim, allons manger, nous partagerons le

reste de l'argent ensuite. » Le repas terminé, au moment de partager l'argent, l'agresseur refusa le partage et s'en alla amicalement.

Joan Baez, après avoir affirmé que cette histoire n'était pas une plaisanterie, mais au contraire très réelle, cita un autre exemple :

En Alabama, les Blancs ont fait savoir que si les lumières n'étaient pas éteintes dans le quartier noir à une certaine heure, un Noir serait brûlé. A l'heure dite, tous les Noirs étaient dans la rue avec des banderoles comportant des slogans de bienvenue. L'affaire en resta là. Il faut réfléchir, c'est une manière plus intelligente d'aborder les problèmes humains.

Prôner la non-violence, n'est-ce pas cautionner les pouvoirs en place ?

Je ne pense pas qu'on puisse dissocier l'individuel du social. La lutte sociale part de l'individu et les racines de la violence doivent d'abord être arrachées de soi-même. Les racines de la violence, on les trouve en moi, en vous, de même les racines de la non-violence. La non-violence peut être aussi pour l'ouvrier un moyen de lutter contre les nationalismes économiques ●

Comment êtes-vous devenue non violente ? Contrairement à ce que l'on pourrait supposer, ma non-violence n'est pas liée au mouvement pour les droits civiques. Elle procède d'une prise de conscience individuelle. Je suis non violente par réciprocité et esprit de conservation. De là aussi est partie une idée de créer une école de non-violence, car si nous nous entêtons encore à faire chemin dans la violence, nous allons tous nous saborder, aussi le but de l'Institut d'études non violentes est d'étudier tous les aspects moraux et pratiques de la non-violence ●

Comment travaillez-vous ? Le stage est d'environ trois semaines, quelquefois davantage. Nous travaillons par groupes de trente, mais le meilleur chiffre se situe autour de quinze ● **Seriez-vous prête à entamer une grève de la faim pour la paix au Viet-nam ?** Si je faisais une grève de la faim, je m'y engagerais totalement ; et il est fort vraisemblable que j'en mourrais. Pour le gouvernement américain, cela n'aurait pas grande importance. De toute façon, il faudrait faire cela à grande échelle, mais notre organisation serait, à mon sens, insuffisante pour y parvenir. Peut-être n'avons nous plus assez de temps pour nous organiser.

En conclusion, Ira Sandperl prononça encore quelques paroles en disant que, depuis le début de leur action, la non-violence avait fait un grand pas et réuni de nombreux suffrages. Il rappela enfin que la non-violence n'est pas uniquement morale, mais aussi politique, économique et sociale.

Propos recueillis par
Jean-Pierre LALY

POURQUOI LA GUERRE EST-ELLE POSSIBLE



Nous sommes entourés de gens plus ou moins intéressants, mais dans l'ensemble, sauf quelques cyniques ou téméraires irréfléchis, fort paisibles eu égard au moins à cette paix si scrupuleusement gardée par les agents du même nom. Or, comment les gens, par ailleurs fort honorables, peuvent-ils en venir à être des monstres de cruauté et d'imbécillité et comment sur ce terreau pourri peuvent pousser quelques vertus éminemment humaines, comme la solidarité et la fraternité, fût-ce dans un sens unique, telles qu'on les voit dans toutes les guerres ?

A la première question, je répondrai en disant à la suite de Freud qu'il y a en nous des instincts de violence, que la vie est elle-même une violence continuelle, une lutte à mort, si je puis dire. Vivre, c'est s'imposer, progresser, c'est faire disparaître autour de soi les gênes naturelles ou sociales. En temps normal, la morale sociale nous empêche de vivre notre vie au sens immédiat du terme et, dès qu'il y a un motif officiel d'en découdre, je ne dis pas que les hommes

courent tous au combat le cœur en llesse, mais qu'une fois dans un certain milieu social, les camarades, le front, l'intoxication psychologique et physiologique, ils éprouvent inconsciemment un plaisir à expectorer leurs graines de violence légalement, faute d'avoir su les refouler assez profondément ou d'avoir réussi à les intégrer dans d'autres déterminismes de même inspiration, mais plus acceptables socialement (par exemple, le sadique sublimant ses instincts sur un rôle de boucher ou de chirurgien).

La vie est force et violence. Les vrais pacifistes le savent bien qui ne sont pas des émasculés ou des couards. Leur exemple nous invite à voir comment on peut transformer des forces matérielles de violence et de sadisme en forces culturelles, humaines pour tout dire de construction. Le problème est donc d'utiliser cette énergie diffuse et barbare pour réaliser les idéaux les plus rationnels qui nous sont ordonnés par notre conscience, de la même manière qu'un torrent est utilisé par l'ingénieur dans un but de confort électrique, par exemple. En ce sens, la non-violence n'est pas à mon avis le refus pur et simple de la violence, mais son aménagement en fonction de critères intérieurs plus élevés.

La deuxième question est liée à la première. En effet, si l'on en croit les rescapés, et je pense qu'on peut les croire, c'est la fraternité, la solidarité, vertus éminentes s'il en est, qui leur ont permis de supporter et de tenir dans ce cauchemar. Comment se fait-il que c'est plus facilement dans ces conditions détestables que fleurissent ces qualités ?

Je crois que l'héroïsme est le vice caché et sacré de tous. Or la vie courante ne donne pas à la plupart des hommes cette possibilité : c'est pourquoi les hommes acceptent si facilement la guerre dans la mesure où elle leur permet, entre autres, de se dépasser, de s'accomplir. Je ne nie pas que moralement parlant on pourrait trouver des accomplissements et des dépassements moins stupides et dangereux, mais il faut bien constater que la vie « civile » n'en offre pas de conditions faciles, puisque toute initiative, toute création se heurte aussitôt au mur d'argent, de pudeur, d'hypocrisie, etc., de la société. L'homme ne demande qu'à aider autrui et on ne peut que déplorer que seules, la plupart du temps, les conditions guerrières lui permettent de retrouver face au danger une certaine communauté, dont il est privé généralement.

Ces remarques pourraient sans doute aussi expliquer le problème des gangs de jeunes. D'où l'importance d'une réflexion sur le pouvoir énorme de la société et du milieu qui peut engluier les meilleurs et les plus justes (cf. la guerre d'Algérie avec les appelés tortion-

naires) et sur les mérites de cultiver mieux certains individualismes, synonymes de liberté, source de toutes les vraies valeurs. D'où l'importance aussi pour les non-violents d'attaquer le mal en son fondement, c'est-à-dire de défendre une société, c'est-à-dire une nature humaine, telle que l'homme puisse trouver rationnellement des causes valables pour son héroïsme latent, si l'on admet que l'homme ne s'accomplit que dans le sacrifice et le dépassement, voies d'accès vers l'Autre, vers une communauté idéale qu'il reste toujours à incarner.

Christian MERIOT

INFORMATIONS OBJECTEURS ● INFORMATIONS

Actuellement, les objecteurs se trouvent placés devant un problème fondamental que soulève le cas de Denis Langlois. Ce dernier avait demandé et obtenu d'effectuer son service au titre de la coopération. Mais appelé à la caserne, il refusa de s'y présenter ; puis s'y étant rendu, il refusa d'endosser l'uniforme et demanda à bénéficier du statut des objecteurs. La commission juridictionnelle repoussa sa demande, car faite en dehors des délais prescrits. Il est actuellement emprisonné à Fresnes.

Auparavant, certains objecteurs, actuellement en service, avaient aussi fait leur demande hors délais, et avaient été admis par la commission. Il semble donc que, dorénavant, la commission s'en tienne strictement aux délais administratifs. c'est-à-dire : « Dans les 15 jours à dater de

la parution du décret portant appel du contingent auquel appartient l'intéressé. » Si bien que le bénéfice du statut fut refusé par deux fois à Michel Tissier, et que Pascal Gayot risque d'être emprisonné pour insoumission, sa demande ayant été faite hors délais.

Des cas comme ceux-ci montrent bien que le statut ne fut pas adopté pour respecter la liberté de conscience face à la guerre et à l'armée, mais pour « caser » administrativement les réfractaires. Ce statut est très peu connu, les délais pour en faire la demande encore moins. D'autant qu'il peut être difficile à un jeune de 18 ans de se décider immédiatement à s'engager dans la voie de l'objection de conscience, ce droit devant être reconnu à tout moment pour chaque homme.

INFORMATIONS OBJECTEURS ● INFORMATIONS

UNE ANALYSE DE SITUATION LA BASE DE MISSILES DE HAUTE PROVENCE

Ban the bomb ! Oui, mais...

Au rassemblement de Sceaux (avril 1964), il y avait plus de 100.000 manifestants. Les marches de la paix, en France, en 1965, ont groupé chacune en moyenne 300 personnes (1.000 au maximum) ! En dehors de considérations intellectuelles, aurait-on une prise réelle sur le problème atomique ?

L'actualité atomique, après Marcoule, Pierrelatte et Cie, en est à la haute Provence. Essayons de voir ce qu'il en est, et si l'on peut en tirer un enseignement. Il s'agira donc de faire l'analyse d'une situation donnée : connaissance des faits d'une part, analyse critique d'autre part, l'étude cédant parfois le pas à la recherche.

Le plateau d'Albion est sis en haute Provence, à cheval sur les départements du Vaucluse, des Basses-Alpes et de la Drôme, à l'intérieur d'un triangle joignant Apt, Sisteron et Buis-les-Baronnies. C'est là que le gouvernement français a décidé d'établir une base de fusées nucléaires.

Situation

Il s'agit d'un plateau calcaire (situé en moyenne à 800 m d'altitude) parsemé d'avens : pour certains, il s'agit là d'un avantage pour la construction de silos, tandis que d'autres s'aventurent à parler de friabilité de la roche.

Du point de vue de la mise en valeur agricole du plateau, les ressources principales proviennent de l'élevage (moutons, chèvres — produits laitiers), de la culture des céréales et de la lavande. En fait, l'avenir dépend du regroupement des terres, troupeaux et moyens d'exploitations, dans un but de rentabilité. Or cette solution coopérative se heurte aux expropriations nécessaires.

D'autre part, un problème vital du plateau est l'eau qui manque l'été. Lorsque le personnel sera installé, la question n'en sera que plus difficile à résoudre.

Au bas du plateau : Apt, sous-préfecture du Vaucluse, petite ville de province (moins de 10.000 habitants), en pleine expansion urbaine (maire : ex-député U.N.R., et ami personnel de M. Messmer, selon « Le Provençal ») essentiellement commerçante, d'un niveau de vie petit-bourgeois arrivé (commerçant), dont l'industrie locale (confiserie, ocres) note un certain déclin. Selon certains, le projet offrirait bien des avantages à la ville, par l'accroissement de la population.

Enfin une dernière caractéristique du lieu a été évoquée au sujet de ce projet. Bien des semi-personnalités avancent la vocation touristique, culturelle de la région, faisant état de son climat exceptionnel, de la beauté et du calme de cet arrière-pays de la Côte d'Azur. En effet, le tourisme et les résidences secondaires étaient un apport de plus en plus important à la vie de la région. D'autant plus que, dans le cadre du IV^e Plan, un décret en prévoyait le développement touristique (parc forestier, tourisme de détente, centres d'intérêt culturel).

Décisions

Le 15 avril 1965, M. Messmer se déplace secrètement dans la région d'Apt. Il vient « reconnaître une zone possible de résistance intérieure prolongée dans le cadre de la défense départementale du territoire ». Des civils, sous prétexte de relevés de cadastre, pénètrent dans les propriétés. A la suite de réactions de la population concernée, un arrêté est pris autorisant les « agents de l'administration militaire à pénétrer dans les propriétés privées, communales ou domaniales, closes ou non closes, à l'exception des maisons d'habitation ; à y

planter des mâts, jalons, piquets, bornes, repères ; à y franchir les murs et autres clôtures, obstacles qui pourraient entraver les opérations ; à pratiquer dans ces propriétés des sondages, élagages et abattages d'arbres, de haies et de clôtures pour accomplir les levées de plans, tracés, nivellement et autres opérations nécessaires à l'étude des projets de défense nationale ».

C'est ainsi que se sont manifestées les premières indications. Devaient suivre les apaisements officiels. Puis ce fut le tour des certitudes :

« Nous portons désormais notre effort sur la deuxième et la troisième génération. Les fusées à tête nucléaire enfouies dans des silos enterrés constitueront dès 1968 la seconde génération. Elles sont définies et leurs essais commenceront bientôt. Pour le déploiement de ces armes, nous avons choisi en haute Provence une zone montagneuse très peu habitée, où les travaux d'infrastructure sont entrepris. »

(Déclaration de M. Messmer à l'Assemblée nationale lors du vote acquis des crédits militaires — fin octobre 1965.)

« Le Monde » du 5 mai 1966 rapporte la publication d'un décret (J.O.) du 4 mai) déclarant d'utilité publique les travaux d'implantation de la base, les acquisitions immobilières nécessaires à l'amélioration des réseaux routiers. Il ajoute : « Les travaux commenceront en juin 1966 et certains terrains devront être occupés par l'armée à cette date. Des propositions d'indemnisation seront adressées sous peu aux propriétaires. »

Les projets

Les journaux ont publié les informations suivantes quant à la nature des projets (« Le Monde » du 1^{er} mars 1966 les reprécisait à partir de la revue de l'armée de l'air : « Forces aériennes françaises ») :

— Sur le plateau d'Albion seront disséminés 25 silos pour les engins sol-sol. Le « système d'armes » recouvrira 36.000 ha (sans les occuper tous).

— Un silo se compose d'un puits vertical de lancement logé dans la roche. Dans la partie supérieure, le puits est complété par une salle d'équipements électroniques, ne nécessitant la présence d'aucun personnel. Il est obturé par un couvercle de béton qui est projeté horizontalement, juste avant le lancement du missile, avec la rapidité d'une explosion. A l'extérieur, un transformateur électrique, un réseau de fils de fer barbelés et un système de surveillance électronique pour en interdire l'accès.

— Un silo occupe 1 à 3 ha. Autour, une zone de 400 m de rayon est frappée d'interdiction de construire. L'emplacement des futurs silos est actuellement indiqué par les piquetages et autres repères — certains se trouveraient pas loin de la route. Les silos seront distants les uns des autres de 3 à 5 km « de façon à éviter le risque qu'ils ne soient tous anéantis au même moment ou qu'un accident survenu à un puits se répercute aux silos voisins ». (« Le Monde » du 13 octobre 1965.) Peut-être une information à exploiter ! car par ailleurs, on cherche à rassurer, on s'imagine avec quelle sauce de paroles.

— Les silos seront reliés, par groupes de 10 environ, à un poste de commandement (un bâtiment d'habitation extérieur, et, sous terre, une salle de contrôle et de commande). Le poste de commandement abrite le personnel et les équipements qui vérifient en permanence et à distance, grâce à des câbles (ou autres procédés), l'état opérationnel des engins.

— Le P.C. général et les services communs (mess, logements pour hommes en service) seront aménagés près de Saint-Christol (village situé sur le plateau). « Le Premier ministre a promis que ces (bâti-ments) seraient construits dans le style provençal... Les hangars seront masqués par des arbres. » (« Le Monde » du 1^{er} mars 1966.) Voilà comment on sait répondre aux seules revendications de tourisme.

— Un P.C. souterrain du type de celui de Taverny pourrait être installé près de Rustrel (au pied du plateau, près d'Apt).

— Des routes stratégiques vont être tracées, tout le réseau remanié. On parle de pistes pour hélicoptères, de terrain d'aviation.

— L'effectif sera vraisemblablement de 400 hommes en permanence, de 1.000 à 2.000 personnes (militaires et ouvriers civils) employées dans la journée. La ville d'Apt hébergera particulièrement les familles de techniciens militaires, elle attend environ 3.000 personnes. Elle recherche 75 logements pour juillet 1966 (pour des officiers du Génie, chargés des premiers travaux).

Le contexte

La région devient ainsi un véritable « complexe opérationnel » :

— Le plateau d'Albion se joint à Marcoule, centre de production du plutonium ; Pierrelatte, usine de séparation isotopique ; Cadarache, centre d'études nucléaires où est expérimenté un prototype de réacteur pour sous-marin nucléaire ; Orange-Caritat, base de Mirage IV ; entre autres.

— Le projet se situe également comme appartenant à la deuxième phase d'organisation de la force de frappe. Voici ce qu'en dit « Le Monde » (13-10-65) à ce sujet :

« Le plan d'armement français prévoit trois étapes dans l'organisation de la force de dissuasion :

« La première génération » est composée de 62 appareils Mirage IV-A, qui portent une bombe A de 60 kilotonnes environ (3 à 4 fois la puissance d'Hiroshima), fabriquée à l'aide de la matière fissile (plutonium) fournie par les piles de Marcoule. Cette force commence à être opérationnelle et pourrait durer, sous cette forme, jusqu'en 1971.

« La deuxième génération » est constituée par la fabrication en série, vers 1968, de 50 à 100 missiles S.S.B.S. (sol-sol balistique stratégique) munis d'une ogive nucléaire dont l'explosif (de l'uranium « dopé » d'une puissance de 300 kilotonnes — soit 15 à 20 fois la puissance d'Hiroshima) sera fourni par l'usine de Pierrelatte. D'une portée moyenne de 3.000 km, le S.S.B.S. serait constitué de deux étages à poudre du type P-10 (10 tonnes de propergol). Ces engins demeureront opérationnels au moins jusqu'en 1978.

« La troisième génération » est fondée sur la mise en service, entre 1969 et 1973, de trois sous-marins lance-engins, à propulsion nucléaire, et jaugeant 8.500 tonnes chacun. Un sous-marin pourra transporter 16 fusées M.S.B.S. (mer-sol balistique stratégique) équipées d'explosif H, d'une portée de 2.500 km. Ces sous-marins seraient opérationnels jusqu'en 1985. »

Les réactions

On sera amené à distinguer les réactions d'intellectuels, mouvements et autres, de celles de la population concernée.

Dans un tract, l'Association pour la Sauvegarde de la haute Provence note : « Dans les mairies de la région « on » vient demander comment réagit la population : pourquoi s'inquiéterait-on de l'opinion des habitants si tout était si sûr ? »

On connaît, en effet, le facteur opinion publique et son rôle. Il convient donc également pour nous de le jauger.

Les premiers articles de journaux parlant de la question rapportent que « l'ensemble est quelque peu inquiet à l'idée de vivre à proximité d'un baril de poudre ». Est-ce la réalité ou une idée de journaliste ?

Puis une association pour la Sauvegarde de la haute Provence s'est créée, patronnée par des intellectuels (citons parmi les plus connus Henri Bosco, René Char, Max Pol-Fouchet, Jean Giono, R.P. Lelong, Charles Vildrac ...).

Sa tâche : propagande sous diverses formes, information, etc. : « faire échec à ce danger ». Des réunions sont organisées dans les villages.

Le conseil municipal d'un village concerné, Lagarde d'Apt, dans une motion, se prononce contre le projet, mais termine : « En conséquence, le conseil souhaite que ce projet soit reconsidéré et que cette implantation militaire soit reportée en un autre lieu. »

Les officiels de la région expriment « l'inquiétude des populations » aux officiels-plus-haut. Réponses : apaisements, visites, réunions pour calmer et bien envelopper la chose.

D'ailleurs les arguments des inquiets sont surtout des « arguments de papier » : on invoque le tourisme, on affirme le manque de réalisme du projet dans ses conceptions techniques, on met en avant les expropriations, on parle, mais légèrement encore, de cible atomique. Il se forme des syndicats de « défense des expropriés ».

Les réunions d'information dans les villages continuent, les articles de journaux se multiplient. Tout converge maintenant vers la préparation et la réalisation d'une manifestation le 14 novembre.

Cependant, entre-temps, on pouvait lire dans les journaux certaines interviews révélatrices. Un chasseur s'inquiète pour les grives. L'un dit : « Finie la tranquillité ! », mais l'autre, boulanger : « Pourvu que ça amène du monde ! » Ils philosophent aussi : « Pour le danger, vous savez, s'il y a une guerre, les risques seront les mêmes partout ! » « Si c'est pour un bien, ça va, si c'est pour un mal, qu'y faire ? » « Pour ou contre ? Je suis bien sûr contre, mais maintenant c'est voté ! Il reste à défendre ses intérêts. » Car ce « stoïcisme » suit toujours des considérations intéressées généralement d'ordre commercial !

Après des contacts personnels, je peux également ajouter les remarques suivantes :

— face aux « arguments de papier », il y a duplicité dans les réactions : que ce soit les paysans du plateau ou les commerçants de la ville, par un certain esprit de conservation, ils les acceptent, mais en fin de compte, il semble que ça les fasse plutôt rire (au sens propre du mot), car le projet de base, avec l'arrivée de contingents humains, représente pour eux un renouvellement d'intérêts.

— quant à l'argument péril atomique, il semblerait qu'il puisse accrocher davantage. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, parce que présenté sur le mode sentimental, cet argument retient bien l'attention, mais ne l'arrête pas. Le danger atomique prête moins à rire que les questions de tourisme et autres, mais il ne fait pas le poids à côté de la recherche du fric. A mon avis, il pêcherait par

manque de systématisation, parce qu'il ne rentre pas dans un système de pensée et qu'il est énoncé uniquement sur le mode lyrique. Il y a, je le reconnais, un côté arbitraire et gratuit dans ce que j'affirme, mais une étude mériterait d'être faite, s'appuyant sur des sondages d'opinion et sur les procédés scientifiques de connaissance de l'opinion publique, pour connaître le fin mot de la chose.

En résumé, d'une part, protestations d'intellectuels ou de ceux qui se sentent nantis d'une certaine responsabilité — mais, d'autre part, résignation, désintéressement de la population (ou plutôt recherche d'intérêts nouveaux).

La manifestation de Sault

Les réunions d'information débouchèrent sur la préparation publique (mais dans quelle mesure le public y participa-t-il ?) d'une manifestation. Bien préparée, convoquée à l'initiative de 21 organisations pacifistes (Mouvement de la Paix, M.C.A.A., A.C.N.V. ...), syndicales (C.G.T., S.N.I., F.E.N. ...) ou politiques de gauche (S.F.I.O., P.C.F. ...), autorisée, elle eut lieu le 14 novembre 1965.

Si, au début, l'argument danger atomique était peu avancé, il le devint de plus en plus avec l'utilisation d'expressions comme « Provence cible atomique », avec une dénonciation de la force de frappe. C'est ainsi que dans le tract distribué lors de la manifestation, on notait entre autres « nouveautés » :

« Nous nous opposons au projet d'installation de base de fusées, quel que soit le lieu d'implantation. »

Cette manifestation bien organisée consistait dans sa première phase en caravanes de voitures sur lesquelles étaient collées des affiches tout à fait dans le style de certaines manifestations de syndicats. Quelques points de départ des caravanes prévus suivant que les manifestants provenaient de telle ou telle région — horaires et service d'ordre prévus — deux premiers grands rassemblements : Apt et Carpentras vers lesquels devaient converger toutes les caravanes — puis, de là les caravanes se dirigent vers Sault, gros bourg sis au pied du mont Ventoux. Là, parquées dans le stade municipal, plusieurs milliers de personnes se sont farci quelques discours prononcés par les « personnalités » du haut de leur tribune, avant d'« adopter une résolution à l'unanimité » ; une gerbe était ensuite déposée au monument commémoratif de la Résistance !

Un exemple : M. Jules Moch, président national du Comité contre la Force de frappe, termina son allocution par : « Si de Gaulle est battu, c'est la fin de la force de frappe. Je vous demande donc de

tirer la leçon politique de tout cela. Nous devons mettre de Gaulle en échec le 5 décembre.»

Voilà enfin le vrai visage de cette manifestation : une occasion unique pour la propagande électorale. Il est vrai que toute protestation, toute dénonciation d'injustice s'inscrit généralement dans un cadre politique et la question de la force de frappe est loin d'y échapper ; mais il y a la manière et l'intention.

D'autant plus que, après le 14 novembre, où sont passés tous les gueulards ? Qui a continué à protester ? Les articles de journaux jusqu'alors abondants, ont brusquement déchu en nombre au point de n'être plus qu'occasionnels.

Une défection générale suivait donc cette tentative de mise en condition d'une masse. Ce qui n'a fait que renforcer d'une part sa résignation, et d'autre part la sensation que le danger atomique est une spéculation intellectuelle (et par conséquent, qui les dépasse) et que ces intellectuels sont de foutus bavards.

Action civique non violente

Tandis que cette démission s'avérait de plus en plus évidente, le groupe d'Action civique non violente d'Avignon contacta l'Association pour la Sauvegarde de la haute Provence et le M.C.A.A. pour participer à une série de manifestations dès le début de décembre.

Chaque dimanche matin, environ 2 voitures devaient se rendre dans un ou deux villages. Le but de ces manifestations de quelques personnes avec « chasubles » était d'« alerter les habitants et essayer d'entrer en contact avec eux ». Il était également prévu plusieurs possibilités de manifestation silencieuse devant la sous-préfecture d'Apt.

Malheureusement, bien des erreurs d'organisation devaient être commises.

Les contacts avec les personnes intéressées par les manifestations n'étaient peut-être pas assez recherchés et parfois mal combinés ; les consignes, pas assez étudiées (il est vrai que lorsqu'il a été suggéré de voir les consignes vis-à-vis de la police, une personne se serait écriée, déclarant qu'elle ne voulait pas entendre parler de cela et avoir affaire à elle !). Précisons également que toutes les organisations participantes à Saulx ont été plusieurs fois contactées par lettres, sans succès — ce qui appuierait la conclusion du chapitre précédent.

Une manifestation était prévue pour le dimanche 12 décembre à Apt. Mais après avoir consulté les autorités, qui leur firent remarquer que toute manifestation pendant la période électorale était rigoureusement interdite, deux ou trois décidèrent pour les autres — pris au dépourvu — d'annuler la manifestation. De plus, tous les participants éventuels n'ont pas été prévenus immédiatement. Il y a là, à mon avis, non seulement une certaine incorrection, mais peut-être également une faiblesse de conviction ou des incertitudes — je conçois d'ailleurs de moins en moins le fait d'avertir les autorités, car chaque fois que je l'ai vu faire, on revenait sur ses initiatives premières !

Puis certains reçurent une note les avertissant que la manifestation annulée était reportée au lundi 3 janvier 1966, jour de foire à Apt. Mais quelques jours avant, on pouvait apprendre que la foire était avancée au vendredi. La manifestation eut lieu le lundi ; il est vrai que le vendredi se trouvait être le jour où l'exposition itinérante « Péril atomique » était présentée à Apt (un panneau régional était consacré à la base stratégique).

L'exposition, mal annoncée, dura 8 jours dans un cinéma qui n'avait pignon que sur ruelle. Les 25 participants à la manifestation circulèrent dans la ville, faisant des stations devant la sous-préfecture et la mairie. Le lundi étant un jour où les magasins sont par coutume presque tous fermés, l'affluence n'était pas grande (si l'on excepte les quelques gendarmes accompagnant les manifestants !). Un tract fut distribué appelant notamment la population à s'unir aux manifestants ; combien l'on fait ? — je ne pose pas cette question pour ironiser, mais pour rappeler qu'on ne se préoccupe jamais assez de l'opinion courante.

Les projets de manifestation du dimanche matin dans les villages n'ont toujours pas abouti. Par contre, le groupe de l'A.C.N.V. d'Avignon a organisé des réunions de quartier dans cette ville : discussions à domicile sur le problème de la force de frappe entre 10 à 20 personnes.

Il a également organisé avec le M.C.A.A. une manifestation à Carpentras le vendredi 8 avril. Cette fois-ci la manifestation était signalée aux autorités sans leur en demander l'autorisation, l'expérience d'Apt ayant porté conseil. Ce jour-là, il y avait affluence parmi la population (jour de marché), mais beaucoup moins chez les manifestants (information insuffisante et période de congés) : au nombre de 13, ils défilèrent et firent plusieurs stations, pendant 2 heures. Le tract rappelait l'incident de Palomarès, actualité effectivement exploitable. D'autres projets, d'autres idées courent.

Il y a là de la part de quelques personnes une heureuse initiative, mais dont l'effet n'est malheureusement pas à l'image de leur effort. Il me semble que cela proviendrait d'un manque de systématisation de la question. On manifeste parce qu'on est sensible à la question. Mais du plan de la sensibilité est-on passé au plan de l'étude ? A-t-on approfondi les buts des manifestations, les possibilités pratiques, etc. Ainsi une première question me vient à l'esprit :

Si ces manifestations sont nécessaires, sont-elles suffisantes ? De simples et seules manifestations de quelques personnes arborant sur des chasubles des slogans n'aboutiront pratiquement à rien. Il s'agit d'une simple information, d'un essai de sensibilisation, et non d'une action, qui influe sur les décisions et les projets.

Posons le problème

J'ai parlé de systématisation et cette première tentative se voudrait une base ou tout au plus une incitation à des tentatives plus heureuses et plus fructueuses.

J'ai essayé de rapporter ici l'ensemble des données essentielles du problème : situation (à différents points de vue) d'une part, et réactions diverses d'autre part. Cet essai d'analyse critique n'a de sens évidemment que si l'on en tire des conclusions positives. Mais je n'ai pas ici à dresser un « plan de bataille », tenant compte de toutes ces données. Je me bornerai à reporter les premières conclusions que j'en déduis.

Pragmatisme

On peut, en gros, considérer trois buts pratiques pour lesquels on manifeste :

1° mettre en échec le projet de base stratégique ;

2° sensibiliser et informer les gens, leur faire prendre conscience du danger atomique, de leur exploitation ;

3° se former soi-même par la manifestation, par l'action (ainsi je considère qu'un des intérêts les plus importants des marches de la paix en France est que cela change le « marcheur » de son train-train quotidien, que cela l'entraîne en vue de manifestations plus risquées). Il s'agit donc là de trois critères en fonction desquels on pourra juger de l'utilité des manifestations.

En fait, je considérerais surtout le premier, les deux autres étant toujours plus ou moins satisfaits.

Précisons tout de suite que le problème ne se suffit pas de simples données, il lui faut une hypothèse : celle de l'engagement.

En effet, examinons l'argumentation et les réactions.

L'argumentation

Les oppositions au projet se sont essentiellement justifiées jusqu'à présent par des arguments déjà cités et concernant notamment la réalisation technique (la roche, l'eau ...), la mise en valeur économique du plateau (expropriations, tourisme ...). Il peut y avoir là en effet des sujets de contestation — encore qu'il faille se méfier de ce que l'on avance : ainsi certains ont parlé de roche friable, ce qui est faux puisque c'est même sa dureté qui poserait des problèmes techniques. Quand à cette argumentation s'est ajoutée celle touchant au péril atomique, j'ai davantage eu l'impression qu'il s'agissait là de spéculations intellectuelles, de clichés habituels plutôt que l'émanation d'une conviction « sincère ». Il semblerait donc que l'argumentation manque de solidité, que le fait d'avancer des questions matérielles soit une façon d'éluider le vrai problème. Bien sûr, tout cela n'est pas à négliger. S'il est bon d'y faire appel, il ne m'apparaît cependant pas valable d'en faire un cheval de bataille. D'abord, ce n'est pas aller au fond des choses ; ensuite, cela peut être sujet à défaillance, vulnérable (par exemple : 400 ouvriers d'une usine de Mulhouse s'étaient refusé à remplir leur fiche de renseignements concernant la défense nationale, arguant une loi interdisant de donner ces renseignements à une autorité autre que militaire — résultat : ce sont les gendarmes qui sont venus les quêrir en toute légalité).

Le péril atomique, atteinte à l'intégrité de l'individu — le sort des individus dépendant arbitrairement et autoritairement d'un gouvernement et de ce qui le soutient — sont là deux principes à rappeler et qui seuls devraient motiver une nette désapprobation.

C'est le type même de l'argumentation « lyrique », qui, pour nous intellectuels, semble suffire. Cependant, l'exploitation n'est pas la seule chose à combattre, il y a aussi la bêtise : il faut en tenir compte et peut-être ne pas se condamner à un purisme ridicule. C'est pourquoi je suis amené à parler de systématisation (que je ne saurais d'ailleurs pas encore définir réellement).

Les motions

A la suite du projet de base, il s'est formé, dans les villages intéressés, une pléiade de « syndicats de défense », « syndicats de propriétaires », « commissions exécutives », « comité de vigilance », ... présidés par M. ..., qui est ... Leurs actions : lettres, protestations, motions, etc., ou encore « moyens d'action envisagés » ! Ces actions-là ne satisfont aucun des trois critères. Tout au plus pourraient-elles aider des actions visant à mettre en échec le projet. Ce qui n'est

pas le cas. Ce qui est plus grave, c'est qu'elles vont à l'encontre des deux derniers critères. La formation individuelle en est absente.

De plus, je veux bien penser que cela n'est pas volontaire, mais il est indéniable que l'effet immédiat de telles organisations est de ruiner irrémédiablement les vellétés combattives des habitants de la région et de les acculer à la résignation. Dans le syndicalisme actuel, il est déprimant de voir certains militants de base se dépenser en efforts, sachant que cette ardeur combattive sera étouffée par les structures bureaucratiques, qui les dépouillent de leurs responsabilités, et souvent par l'arrivisme du sommet. Ici, c'est la même chose. Une réunion dans le village : des bonshommes pas très avertis sur ce qui n'est pas culture des céréales et qui viennent pensant qu'ils vont travailler à défendre leurs os — et de l'autre côté de la table, des cravatés qui sortent de leurs serviettes un laïus pour le débiter et semer l'ennui dans l'assistance ; après quoi, on pond un texte — pas d'objection ? non, alors, adopté à l'unanimité ! — et le bonhomme rejoint sa turne, débarrassé de ses responsabilités ; M. ..., qui est compétent, s'occupe de l'affaire. Les résultats se faisant attendre, on en vient à dire : bah ! après tout...

Voilà comment, au lieu d'exploiter la spontanéité embryonnaire de la masse, on l'amortit et on la déverse sur de la paperasse.

Je ne voudrais pas dire que M. ... est arriviste, mais je suis convaincu que cette réunion lui a servi au moins pour la gloriole, sinon comme une occasion de pâture (tout comme la manifestation de Sault était une occasion de propagande électorale).

Clichés faciles, certes, mais en quelques mots ils résument tout ; ce qui amène à penser que :

1° la paperasse, la multiplication des structures, la hiérarchie, les différenciations sommet-base, intellectuels-manuels sont nuisibles, ayant pour effet d'enterrer des vellétés de participation ;

2° toute organisation et toute action doivent être telles que chacun y participe effectivement et directement, et prenne l'habitude d'endosser ses propres responsabilités — de façon à savoir et à ressentir que chacun y est pour quelque chose, de façon à transformer les vellétés en volontés ;

3° nous, intellectuels, ne devons pas nous prendre au sérieux, nous prendre pour des leaders, des têtes pensantes ou agissantes, mais plutôt rechercher à faire disparaître le complexe de l'incompétence et de l'incapacité, agir en catalyseur.

La protestation

Des manifestations pacifiques, bien gentilles, d'un petit nombre de personnes, se présentant comme la seule et unique opposition, sont sans effet : pour la postérité !... Elles ne peuvent être réellement efficaces que si elles accompagnent des actes ou actions ayant une portée. Donc actuellement, seuls les deux derniers critères sont satisfaits.

La manifestation de masse

La manifestation de Sault était de masse, mais dénaturée. On pourrait peut-être envisager, pour obtenir ce but précis : échec du projet, la pression d'une désapprobation massive. Comment avoir plusieurs milliers de personnes dans une manifestation ? Pour Sault, il a fallu auparavant organiser une longue série de réunions dans les villages, de très nombreux articles dans les journaux... pour exercer une pression psychologique sur la masse — que 21 organisations très diverses et plusieurs personnes aboient et arborent un panache pour qu'on les suive.

Il se peut que plusieurs manifestations massives exercent une certaine pression. Il faut alors que le gouvernement sache très bien qu'il ne s'agit pas d'abolements de roquets et qu'avec une goutte de patience, les abolements auront le temps de cesser. Pour cela il est nécessaire que ces manifestations accompagnent quelques actes « plus forts ». Elles pourraient satisfaire alors aux trois critères. Ça n'était pas le cas avec Sault : même commentaire qu'au sujet des « syndicats de défense ».

Signalons que M. Santoni, maire d'Apt, se plaisait à dire : « Sault a été leur apogée ; maintenant c'est terminé, ils sont divisés. » Cela est au moins vraisemblable et compréhensible : il est facile de reconnaître les forts en gueule.



C'est pourquoi il s'agit moins de chercher à définir des actes ou actions originaux, d'envisager un combat, que de se poser le problème de l'engagement d'une manière nette.

L'hypothèse à choisir

A l'échelon individuel, un choix s'impose entre les deux possibilités :

- Le sujet nous tient à cœur et donc nous tenons à agir en conséquence, c'est-à-dire que nous voulons l'échec du projet ;
- Nous ne voulons pas l'échec de ce projet.

En fait, la dualité est un peu facile. La dernière solution est à décomposer :

- nous ne le voulons pas bien que ce soit dans nos possibilités,
- nous ne le voulons pas parce que cela ne nous est pas possible.

Cette dernière façon de voir est concevable à condition de pouvoir jauger la sincérité de celui qui l'énonce. Je conçois que quelqu'un de « sincère » argumente que sa situation matérielle ne lui permette pas de s'engager dans une telle action, ou encore, par exemple, qu'il ne trouve pas cette lutte suffisamment essentielle.

Là se pose à nouveau la question de la systématisation. Il y a là un travail à faire : chercher ce qui est essentiel. Une première étude de l'expérience des Anglais, des textes publiés par l'A.C.N.V. et le M.C.A.A., etc., concernant le problème atomique. Une deuxième étude consistant à « politiser » le sujet, à l'englober dans un système de pensée acceptable par la masse, à le relier aux problèmes politiques ou économiques et à la question de la défense nationale, en particulier. Ces quelques idées ne se veulent pas une base solide de travail, car elles partent de cette induction pour beaucoup intuitive (donc sujette à caution) qui consiste à dire que l'argumentation lyrique, si elle est nécessaire, est insuffisante.

En résumé, il s'agit donc, chacun ayant pris connaissance du projet de base stratégique, de se mettre face à son propre degré de sincérité.

Théorie

d'une organisation (Eléments)

Pour « simplifier » la chose, je pose l'hypothèse suivante : Un groupe de personnes décidées à faire échec au projet. Je me place ainsi **gratuitement** dans un cas « idéal » non pas pour proposer quelque chose, mais pour tenter une première fois et à partir d'un sujet précis de déceler quelques principes d'organisation et d'action.

Il s'agit d'exercer une pression sur le gouvernement pour le faire revenir sur ses décisions.

Les actions

Théoriquement, deux manières sont à envisager — simultanément si possible :

— **pression directe**, qui peut se faire par une succession d'actions directes — soit à Apt, soit sur le plateau — soit des protestations pouvant prendre des formes plus spectaculaires que les simples stationnements silencieux habituels, soit des interventions.

— **pression indirecte**, par le truchement de l'opinion publique. Il s'agit de sensibiliser la population et de l'amener à réagir — mais avant tout la connaître cette population. Il semblerait donc qu'il y ait trois stades à opérer :

1° l'informer et la sensibiliser par les moyens habituels (réunions d'information ou mieux prises de parole publiques, tracts et affiches, articles de journaux...) ou mieux par des manifestations (marches ou stations silencieuses, utilisation de canulars et de la dérision — dérision de la force de frappe ! cf. les méthodes d'Aguigui — faire craindre « physiquement » et non plus intellectuellement le péril atomique — car le « baril de poudre » n'est encore qu'une image de journaliste).

2° l'amener à prendre conscience de ses propres possibilités d'action, détruire le mythe des compétences et du leader, et pas conséquent réparer les dégâts causés par les pondeurs de motions.

3° essayer de l'amener à réagir. Le procédé le plus facile est la manifestation de masse — ce qui peut toujours être intéressant, même si elle n'est pas « pure » et que l'on y vient parce qu'il y aura du monde (c'est toujours un premier stade) — à condition qu'elle y participe directement et que ce ne soit pas une « bonne occasion » pour des leaders en mal de sujets.

L'organisation

Cette vision théorique (puisque hypothèse il y a) ne nécessiterait, à mon avis, que la mobilisation d'un petit groupe. Ce comité permanent (ou plutôt à action permanente, ses membres pouvant se remplacer, s'il y a cohésion dans l'équipe globale) pourrait :

1° d'abord chercher à connaître toutes les organisations et tous les individus susceptibles de manifester leur opposition (sous quelque forme que ce soit) au projet de base ;

2° tout au long de ses actions, chercher à connaître l'opinion publique dans la région, et à en suivre l'évolution, en pratiquant des sondages

d'opinion fréquemment répétés. Le sondage d'opinion a un second intérêt très important : c'est qu'il est envers les personnes questionnées un moyen d'information plus efficace que les traditionnelles réunions. Dans une réunion en salle, on assiste sans participer et, au bout d'un moment de laïus ingurgité, on s'ennuie. Il ne faudrait donc pas en abuser ; la prise de parole publique constitue déjà un changement et l'on prête plus facilement l'oreille. Par le sondage d'opinion, si les questions sont habiles et étudiées, on amène la personne interrogée à participer à la réflexion, à se poser des questions.

Tenant compte de ces données, le comité pourrait organiser des manifestations exigeantes en matière d'engagement individuel, et inciter des organisations à faire également leurs propres manifestations. Cette sorte de comité de lutte contre le projet de base stratégique (des noms, il est facile d'en trouver !) ne serait donc pas un cartel d'organisations existantes ; il se créerait dans ce but précis, serait strictement indépendant des organisations (politiques, syndicales ou pacifistes) et son rôle serait donc de chercher, de lui-même, à coordonner toutes les actions et à les catalyser, et d'en chercher la multiplication et la variété.

Conclusion d'un article ou conclusion d'une histoire ?

Comme l'on voit, l'imagination n'est jamais stérile ! Pour faire échec au projet, il est nécessaire qu'un groupe d'hommes **décidés se mobilisent**. Cela suppose beaucoup ; beaucoup trop quand on connaît la léthargie de ceux qui professent des idées « progressistes », mais qui sont intégrés dans le système jusqu'au cou.

En dehors de cela, des manifestations non systématiques sont vouées à la postérité.

Ne pas en conclure pour autant qu'il faille laisser tomber. « Agir quand même, oui, il le faut, pour soi d'abord, mais aussi pour que toujours quelques individus surnagent, ne se laissent noyer dans les flots calmes de l'imbécillité. » (Michel David — « A & N-V » n° 3.) Ne pas en déduire qu'il s'agit de se donner bonne conscience. Avant tout, il y a un choix à faire, que l'on peut entrevoir d'une nouvelle manière. Manifester pour se donner bonne conscience ou manifester pour faire échec. Évidemment, on ne fait que ce que l'on peut — à condition que nos possibilités soient envisagées avec une sincérité intransigeante et non pas une sincérité de mise.

..... Denis Durand

CORRESPONDANTS LOCAUX

.....

BORDEAUX :

Jean Coulardeau. 68, rue Montgolfier.

MARSEILLE :

Denis Durand. Vieille Bourse du Travail, salle n° 3 B,
13, rue de l'Académie (1^{er}).

PARIS :

Michel Tepernowski.
16, rue Neuve-de-la-Chardonnière (18^e).

ROANNE :

Lucien Grelaud. H.L.M., appartement 27,
rue Albert-Thomas.

TOULON :

Marcel Viaud. Chemin de la Courtine, Ollioules.

BRUXELLES :

Hem Day. Boîte postale 4, Bruxelles 29.

LAUSANNE :

Marianne Enckell. 24, avenue de Beaumont,
1012 Lausanne.

.....

BOITE AUX LETTRES : Michel TEPERNOWSKI.

16, rue Neuve-de-la-Chardonnière - Paris (18^e).

.....

Cahiers d'études trimestriels

Directeur de la publication : Michel Tepernowski

PRIX DU NUMERO : 2 F.

ABONNEMENT DE QUATRE NUMEROS : 8 F.

C.C.P. : Marcel Viaud, 2.298-84, Marseille.

QUELQUES DONNÉES FONDAMENTALES

— Les structures de la société actuelle sont essentiellement étatiques ; elles ne peuvent se maintenir que par l'autorité et la violence.

— Les anarchistes préconisent la disparition de l'Etat ; ils proposent une société sans autorité où la violence ne se manifesterait plus dans les rapports sociaux.

— Face au pouvoir et à l'autorité, les anarchistes ont apporté des solutions libertaires (fédéralisme, syndicalisme, etc.) ; mais en opposant la violence à la violence, ils l'ont ainsi légitimée.

— De toute façon, devant le gigantisme actuel des forces répressives et la mise en condition psychologique, la violence insurrectionnelle paraît impuissante.

— Les méthodes non violentes paraissent être le moyen d'action le plus conforme aux théories anarchistes ; elles constituent une force qui permet d'éviter les conséquences autoritaires de la violence.

— L'action directe non violente a surtout été utilisée par des groupements religieux, généralement avec succès, mais la non-violence n'est pas plus d'essence religieuse que la violence est anarchiste et athée. C'est pourquoi il est nécessaire d'étudier et de mettre en pratique ces formes d'action.

Nous posons donc la primauté de la non violence et estimons que le ralliement à « Anarchisme et non-violence » devrait impliquer l'emploi de la non-violence tant dans l'action sociale que dans le comportement individuel.